

Master Études sur le genre, parcours MATILDA – axes « Genre et sociétés » et « Régulations » du
LARHRA-UMR 5190 – Chantier transversal *Genre et Politique* de TRIANGLE UMR 5206

SÉMINAIRE

Familles et individus en Europe de l'époque moderne à nos jours

Thématique de l'année 2023-2024

Qu'est-ce qui n'est pas politique ?

Séminaire mensuel coordonné par Sandra Brée (CNRS-LARHRA), Manuela Martini (Université Lumière Lyon 2-LARHRA) et Anne Verjus (CNRS-TRIANGLE)

Le séminaire a lieu le lundi de 16h30 à 19h à la MSH Lyon Saint-Étienne en salle Marc Bloch, RdC, entrée à l'arrière du bâtiment et salle Elise Rivet (4^e étage)

Lien permanent de la visioconférence :

<https://cnrs.zoom.us/j/96556234902?pwd=VU9oYW11L3V3clFBZUgweVdkTEE5QT09>

Présentation du séminaire

Ce séminaire, proposé parmi les enseignements du Master Études du genre, parcours MATILDA, entend donner plus de visibilité à un champ historiographique peu représenté aujourd'hui, celui de l'histoire de la famille et des relations de genre en son sein. À la vision traditionnelle de sociétés anciennes dominées par une conception organique de la famille à laquelle l'individu serait subordonné, et par opposition, d'un monde contemporain caractérisé par l'affranchissement de l'individu du carcan familial, ce séminaire voudrait substituer une interrogation des formes d'autonomie qui existaient autrefois dans les relations familiales et, a contrario, la persistance ou l'existence de contraintes familialistes ou holistes à l'époque contemporaine. Travailler sur l'interaction entre l'individu et le groupe familial est le moyen d'aborder la famille dans une perspective dynamique comme un espace de conflits et de solidarité, d'émancipation et de contraintes, de sentiments et d'obligations, de ressources et de stratégies. Dans cette double perspective, le séminaire s'offre comme un lieu pour réfléchir, sur la longue durée et dans une perspective prenant en compte les rôles genrés des acteur.ices, au fonctionnement et à l'évolution non linéaire du monde social en se plaçant à l'intersection de plusieurs disciplines : l'histoire, la démographie, la science politique, le droit, la littérature, l'anthropologie et la sociologie.

Ce séminaire soutenu par deux laboratoires du site lyonnais, se situe au croisement des axes « Genre et sociétés » et « Régulations » du Laboratoire de Recherche Historique Rhône-Alpes, et du chantier transversal « Genre, Féminismes et Politique » du laboratoire Triangle, UMR 5206.

Le séminaire est bien sûr ouvert à toute personne inscrite en master et doctorat dans l'un des établissements de tutelle des deux laboratoires : CNRS, ULL2, UJM de St Etienne, IEP de Lyon, ENS de Lyon.

Présentation de la thématique de l'année

La question de l'informalité du politique, de la « politique sans en avoir l'air », faite « ailleurs » [que dans les espaces dédiés de la démocratie représentative] ou « autrement » [que par la médiation des partis ou de l'élection], comme la notion de l'infrapolitique, questionnent de plus les chercheur.ses en sciences humaines et sociales, ce dont témoignent plusieurs publications relativement récentes à l'articulation de l'histoire, de la science politique et de l'ethnographie¹. Elles invitent à s'interroger sur la définition et les périmètres habituellement admis de l'action politique, quitte à se pencher aussi sur son envers, la « dépolitisation ». Il y a, ici, une volonté renouvelée de trouver du politique là où il se « cache », ne se dit pas, ne s'énonce pas, voire refuse d'être qualifié comme tel, en montrant que l'absence de politique *est* politique.

Nous voudrions nous pencher sur des espaces et des répertoires d'action qui relèvent de la même démarche (identifier les frontières du politique) mais sont généralement délaissés par ces approches. Là où depuis les années 1970, on a coutume de considérer la « sphère privée », domestique ou intime comme politique, notamment en raison des relations de pouvoir qui la traversent [« le privé est politique »], mais également dans les liens établis de longue date entre la famille comme société politique et les définitions de l'autorité et de la citoyenneté, qu'en est-il des politisations « forcées », des phénomènes de repolitisation de démarches qui, au dire des individus concernés, ne l'étaient pas ? Dans quelles périodes particulières, dans quelles circonstances, **dans quels cas particuliers, des actes et des prises de paroles ont-elles été requalifiées² comme « politiques », et pour quelles raisons, avec quelles finalités ?** Dans quelles circonstances les personnes ont-elles intérêt ou cherchent-elles à échapper au politique ? A quelles conditions une question non identifiée comme politique parvient-elle sur l'agenda et devient-elle un « problème » ?

Nous pensons, ici, aux épouses d'émigrés français sommées, pendant la Révolution française, de se positionner politiquement en faveur de la République, au prix de leurs attachements personnels, et sous peine de mort. Nous pensons aussi aux revendications professionnelles de femmes auxquelles la même Révolution (espace de politisation s'il en est) intime de choisir leur « camp ». Nous pensons également à des phénomènes que le droit a, pendant tout le XIX^e siècle, exclus de son champ d'action, comme l'inceste ou le féminicide, et que des collectifs entendent, à des fins militantes d'égalité et de justice, mettre à l'agenda politique. D'autres phénomènes de politisation, qui ont pu parfois « tordre » la réalité ou simplement le point de vue des acteur.ices d'une époque à des fins militantes, les revendications d'apolitisme utilisées comme stratégie pour faire avancer des causes d'ordre général, la mobilisation de discours savants sur la famille ou les genres présentés comme neutres ou universels afin d'imposer ses idées pourraient être examinés au cours de ces séances. Le fait, au milieu des années 1820, de contester la parole dominante visant à invisibiliser les femmes dans la représentation masculine, de la part de deux « activistes » anglaises comme Wheeler et Thompson, relève-t-il de cette démarche de politisation de ce qui n'était, jusque-là, pas considéré comme politique ?

¹ On pense ici au travail séminal de James Scott, *Domination and the Arts of Resistance. Hidden Transcripts* (1990), [*La domination et les arts de la résistance. Fragments du discours subalterne*, Paris, Amsterdam Editions, 2019] mais aussi, plus récemment, au collectif dirigé par l'historien Laurent LE GALL et le politiste Michel OFFERLÉ (dir.), *La politique sans en avoir l'air. Aspects de la politique informelle, XIX^e-XXI^e siècle*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2012. On pense également, sans bien sûr prétendre couvrir tout le champ des publications sur le sujet en une note de bas de page, au collectif dirigé par ARNAUD Lionel et GUIONNET Christine (dir.), *Les frontières du politique. Enquêtes sur les processus de politisation et de dépolitisation*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2015 (introduction disponible en ligne).

² Nous utilisons ici l'accord de proximité.

Au-delà du phénomène de politisation (d'un champ, d'une profession, d'actes ou de paroles...), déjà bien documenté, c'est cet écart entre l'acte tel qu'il est perçu d'une part par un individu, une majorité ou un collectif, et d'autre part par les administrations, les organisations politiques ou des activistes qui ont « intérêt » à le politiser, qui nous intéressera.

Qu'est-ce qui n'est pas politique ? est le titre du séminaire cette année, afin de répondre en partie à quelques-unes de ces interrogations sur *ce qui a intérêt à échapper au politique*, rester dans l'infra-politique, voire revendiquer une nullité politique pour échapper à la peine de mort.

Programme

Lundi 22 janvier 2024 (salle Marc Bloch)

Séance introductive par Sandra Brée, Manuela Martini, Anne Verjus
« Qu'est-ce qui n'est pas politique à propos d'elles ? » Présentation du séminaire à partir du cas particulier des épouses d'émigrés français pendant la période révolutionnaire, par Anne Verjus

Lundi 12 février 2024 (salle Marc Bloch)

Margot Giacinti, (ENS Lyon, Triangle), Le féminicide, un non-dit du politique pendant tout le XIXe siècle

Lundi 11 mars 2024 (salle Marc Bloch)

Julie Doyon (Université de Lyon 2), L'inceste et la mise à l'agenda politique d'un non-lieu juridique

Lundi 25 mars 2024 (salle Marc Bloch)

Ophélie Siméon (Université Sorbonne Nouvelle, Paris), Une impossible politisation? Anna Doyle Wheeler, William Thompson et la 'question femme' (Royaume-Uni, 1820-1833)

Lundi 8 avril 2024 (salle Elise Rivet, 4^e étage)

Simon Godard (Sciences Po Grenoble), Le mouvement coopératif, 'syndicat des femmes' ? Une politisation genrée: entre discours sur le pouvoir des consommatrices et encadrement de la citoyenneté économique des femmes

Lundi 29 avril 2024 (en ligne)

Séance autour du livre de Katie Jarvis, *La politique sur les marchés. Travail, genre et citoyenneté dans la France révolutionnaire*, Rennes, PUR, 2023.

Lundi 13 mai 2024 (salle Marc Bloch)

Maria Papathanasiou (Université d'Athènes), To what extent are surveys unpolitical? Investigating the poor in industrial Europe. Remarks and Reflections on some examples